

L'opposition conservatrice (PiS) en tête des sondages pour les élections parlementaires en Pologne

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

Quelques mois après la victoire inattendue d'Andrzej Duda à l'élection présidentielle des 10 et 24 mai derniers, les Polonais retournent aux urnes le 25 octobre prochain pour renouveler les deux chambres du Parlement. Toutes les enquêtes d'opinion prévoient une victoire du principal parti de l'opposition, Droit et justice (PiS), dans un pays toujours divisé entre un Ouest industriel plutôt acquis à la Plateforme civique (PO), au pouvoir depuis 8 ans, et un Est plus agricole et davantage proche des forces conservatrices incarnées par le PiS.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut (CBOS) et publiée le 25 septembre crédite le PiS de 34% des suffrages et la PO de 30% des voix. Le groupe Kukiz'15, créé par le candidat à la dernière élection présidentielle Pawel Kukiz arrive en 3e position avec 9% des suffrages. La Gauche unie (ZL) recueillerait 5% des voix – soit au-dessous du seuil de 8% de suffrages indispensable à une coalition pour être représentée au parlement – comme le Parti populaire (PSL). Cependant, si le parti de Jaroslaw Kaczynski arrive en tête le 25 octobre, rien ne dit qu'il sera en mesure de former une majorité. L'avenir de la Pologne dépend donc des résultats des « petits » partis. En effet, la PO pourrait arriver en 2e position mais conserver le pouvoir en s'alliant par exemple avec le PSL. Ce scénario a été celui des dernières élections locales des 16 et 30 novembre 2014.

Le pays est touché par la vague de populisme qui a déferlé sur l'Europe. Le 10 mai dernier, le candidat protestataire Pawel Kukiz [1] a recueilli 20,8% des suffrages lors du 1er tour de l'élection présidentielle.

L'histoire récente de la Pologne est celle d'une réussite européenne, symbolisée par la nomination le 1er décembre dernier de l'ancien Premier ministre Donald Tusk (PO) à la présidence du Conseil européen. Le pays est toutefois à la croisée des chemins et s'apprête à faire dans un mois un choix crucial entre

deux voies opposées, personnifiées, pour la première fois dans l'histoire du pays, par deux femmes.

LE POUVOIR SORTANT EN DIFFICULTÉ

La PO est en mauvaise posture à l'approche du scrutin. Le parti a perdu le dernier scrutin présidentiel alors que le chef de l'Etat sortant Bronislaw Komorowski était donné vainqueur par toutes les enquêtes d'opinion. « *Nous sommes au pouvoir depuis 8 ans et nous avons fait quelques erreurs. Nous devons l'admettre et dire que nous en sommes désolés* » a déclaré la Première ministre Ewa Kopacz.

L'affaire des écoutes illégales qui a débuté en juin 2014 a notamment ébranlé le parti et déstabilisé le gouvernement à l'époque dirigé par Donald Tusk. L'hebdomadaire *Wprost* avait alors publié des enregistrements révélant qu'un accord avait été conclu en 2011 entre le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bartlomiej Sienkiewicz, et le président de la Banque centrale, Marek Belka. Ce dernier s'engageait à soutenir la politique économique du gouvernement de Donald Tusk si le Premier ministre acceptait de se séparer de son ministre des Finances, Jacek Rostowski. Après le scandale provoqué par ces révélations, le gouvernement de Donald Tusk avait dû se soumettre à un vote de confiance, qu'il avait finalement remporté le 25 juin par 237 voix

1. Chanteur de rock, acteur et député régional de Basse-Silésie, Pawel Kukiz renvoie dos-à-dos la PO au pouvoir et le PiS. Il veut « rendre l'Etat aux citoyens ».

contre 203. L'enquête qui a suivi la publication de ces écoutes a permis l'arrestation de plusieurs personnes, dont un homme d'affaires qui aurait transmis les enregistrements à l'hebdomadaire Wprost pour se venger des restrictions imposées par l'Etat sur les importations de charbon.

Le 8 juin dernier, l'homme d'affaires Zbigniew Stonoga a publié sur sa page Facebook 2 500 pages du dossier de l'enquête sur l'affaire des écoutes illégales comprenant des entretiens compromettants pour de nombreuses personnalités de la vie politique et économique. Ces conversations ont considérablement abîmé l'image du gouvernement et de la PO. Le parquet a reconnu l'authenticité des documents mis en ligne. « *Au nom de la PO, je vous demande pardon* » a déclaré la Première ministre Ewa Kopacz qui a immédiatement demandé – et obtenu – la démission du président du Parlement, Radoslaw Sikorski, et de 3 ministres Bartosz Arlukowicz, en charge de la Santé, Andrzej Biernat (Sports) et Wlodzimierz Karpinski (Trésor). Ils ont été remplacés respectivement par le chirurgien spécialiste du cœur Marian Zembala, le champion du monde et médaillé d'or d'aviron Adam Korol et Andrzej Czerwinski.

Ewa Kopacz tente de convaincre les Polonais qu'elle a compris la leçon de la défaite du Président sortant (PO) lors du scrutin présidentiel et que son parti va désormais être davantage à l'écoute des problèmes de la population. Usée par 8 années à la tête du pays, la PO, quasi-paralysée par les scandales et les défaites de ces derniers mois, peine cependant à incarner l'image du renouveau auquel aspirent les Polonais. Obtenir un nouveau mandat sera difficile pour l'équipe sortante.

Longtemps, la PO a utilisé la peur suscitée par un éventuel retour de Jaroslaw Kaczynski aux affaires comme un argument de campagne. Le parti veut « *protéger la Pologne d'une coalition porteuse de chaos* » selon Ewa Kopacz au quotidien *Rzeczpostpolita*. Il met en garde sur la frénésie de dépenses et taxes annoncée par le PiS, affirmant que Varsovie risque de se retrouver dans la situation d'Athènes si l'opposition accède aux responsabilités.

Il se veut le garant de la stabilité du pays, et entend lutter contre le style autoritaire du PiS. Pour ce faire,

il se présente comme le parti de la liberté individuelle alors que son principal adversaire veut légiférer à outrance et contrôler la vie des Polonais. Ewa Kopacz a ainsi affirmé que si elle allait régulièrement à l'église, elle ne souhaitait pas que sa vie soit régulée par un Etat confessionnel tel que celui que, selon elle, mettrait en place le PiS s'il remportait le scrutin du 25 octobre. Pour mieux s'imposer sur ce terrain, la PO tente de faire des dossiers sociétaux et culturels des enjeux de la campagne électorale.

La PO met également en avant son bilan après 8 années à la tête du pays. « *Nous avons l'un des taux de croissance les plus élevés en Europe. Des milliers de kilomètres de routes et d'autoroutes ont été construits. Nos villes ont été embellies, nous avons bâti des stades et donné aux Polonaises le congé maternité le plus long de l'Union européenne* ».

Le pays connaît en effet une croissance ininterrompue depuis 1992. Le PIB a crû de 25% depuis 2008, année où la crise économique mondiale a débuté. La Pologne a été le seul des 28 États membres de l'Union à ne pas avoir connu de récession au cours des dernières années. Le taux de croissance devrait atteindre 3,5% en 2015 et 3,7% en 2016. Les salaires ont également progressé durant cette même période : + 18%!

Mais cette forte croissance a généré de nombreuses inégalités. Si les Polonais sont conscients des progrès accomplis depuis la chute du communisme, tous n'ont cependant pas l'impression de récolter les fruits de cette croissance. « *Sur le papier, la Pologne va bien mais vous ne pouvez pas dire la même chose des Polonais* » indique Kazimierz Kik, politologue de l'université Jan Kochanowski de Kielce.

Le parti au pouvoir ne fait pas de promesses coûteuses. Son programme vise à l'amélioration du niveau de vie de tous les Polonais : augmentation du salaire minimum et des faibles pensions de retraite, accès plus facile à l'emploi, notamment pour les jeunes (qui pourraient également être exemptés d'impôt sur le revenu jusqu'à l'âge de 30 ans) et construction de nouveaux logements. Il tente de se dégager de son image de parti des chefs d'entreprise, et prévoit ainsi qu'un fonds de 2 milliards de zlotys (471,8 millions €) sera consacré à la revalorisation des salaires du secteur public qui sont gelés depuis 2010.

Ewa Kopacz a également promis de réduire le nombre de contrats à durée déterminée dans le pays. La Pologne compte en effet le plus fort taux de CDD de l'Union européenne : 28%, ce qui représente 1,4 million de travailleurs (+500 000 depuis 5 ans). Cette situation crée de la précarité et renforce les divisions au sein de la population active.

Enfin, la Première ministre sortante propose de transformer le système existant de charges de santé et de retraite payées par les entrepreneurs et les salariés par un nouvel impôt.

Au mois d'août, Ewa Kopacz a décidé de sillonner la Pologne à bord d'un train, auquel a été donné le nom de *Kolej ma Ewe*, ce qui signifie « Train pour Ewa » mais aussi « C'est le tour d'Ewa ». Elle a commencé son voyage par la Silésie, principale région minière de Pologne située au sud, qui connaît un fort taux de chômage et où de nombreuses villes sont sinistrées.

En janvier dernier, le gouvernement a affronté le mécontentement d'une grande partie des Polonais après son annonce d'un plan de restructuration des mines de charbon qui prévoyait la fermeture de 4 d'entre elles en Silésie. Après plusieurs jours de grève, syndicats et gouvernement sont parvenus à un accord prévoyant le maintien en activité des mines de l'Etat. Le plan a été retiré le 17 janvier, le lendemain de son adoption par le parlement.

Le charbon représente 90% de l'énergie consommée en Pologne. Les mines emploient au total 100 000 personnes. La compagnie KW, propriétaire de celles que le gouvernement prévoyait de fermer, compte 14 mines au total et emploie 48 000 personnes. Les prix du charbon sont en baisse en Europe en raison de l'afflux de combustible venu des Etats-Unis et du faible prix du charbon russe. La restructuration des mines, qui a débuté dans les années 1990 en Pologne, est loin d'être achevée. Elle constitue l'une des tâches les plus difficiles qui attend le futur gouvernement.

L'HEURE DU PIS A-T-ELLE SONNÉ ?

Le 20 juin dernier, le dirigeant du PiS Jaroslaw Kaczynski a déclaré à la surprise générale qu'il ne serait pas le candidat du parti au poste de Premier ministre. Il a alors annoncé la candidature de Beata Szydlo, 53 ans, vice-

présidente du parti, députée, et surtout responsable de la campagne – victorieuse – d'Andrzej Duda à l'élection présidentielle en mai dernier. « *Si quelqu'un peut rassembler une équipe et la faire gagner, c'est elle* » a affirmé Jaroslaw Kaczynski, ajoutant « *La Pologne a besoin d'une nouvelle génération politique et de nouveaux visages. Beata Szydlo est à la fois jeune et expérimentée* » a-t-il ajouté.

Le PiS a donc trouvé la parade face à Ewa Kopacz en choisissant de proposer une autre femme plutôt que Jaroslaw Kaczynski, à la personnalité très controversée, au poste de Premier ministre. Beaucoup s'interrogent cependant sur la place qu'occupera réellement Beata Szydlo si le PIS arrive au pouvoir. Sera-t-elle comme Kazimierz Marcinkiewicz, éphémère chef du gouvernement (octobre 2005-juillet 2006) ?

Le PiS est un parti conservateur, clérical et favorable à un contrôle de l'économie par l'Etat. Eurosceptique et donc opposé à une plus grande intégration européenne, il défend l'identité nationale, les valeurs traditionnelles et la souveraineté du pays.

Jaroslaw Kaczynski s'inspire désormais des méthodes de son voisin hongrois, le Premier ministre Viktor Orban (Alliance des jeunes démocrates-Union civique, FIDESZ-MPP), et notamment de sa décision de 2010 de taxer les multinationales et les entreprises des secteurs économiques à forte présence étrangère (énergie, télécommunications, finances et grande distribution). Il souhaite introduire en Pologne une taxe sur les banques et les entreprises de grande distribution similaire à celle en vigueur en Hongrie et limiter les profits transférés à l'étranger par les sociétés non polonaises implantées dans le pays. Or, les 2/3 des banques et la plupart des entreprises de grande distribution du pays sont détenues par des étrangers. Elles sont actuellement imposées à 19%, la Pologne vivant sous le régime de l'impôt à taux unique pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés. Néanmoins, cette taxe sur les entreprises étrangères serait néfaste pour la crédibilité du pays et les investissements : ceux-ci se sont par exemple considérablement réduits en Hongrie ces dernières années.

Beata Szydlo affirme que ce nouvel impôt permettra de financer ses promesses électorales (abaissement

de l'âge de la retraite, réductions d'impôts pour les particuliers et les petites entreprises, gratuité des soins de santé pour les personnes de plus de 75 ans et nouvelles allocations versées aux familles avec enfants) qu'elle chiffre à 39 milliards de zlotys (9,3 milliards €) alors que les économistes les évaluent à plus du double.

Aimant à se présenter comme le défenseur des plus faibles, le PiS souhaite introduire une tranche d'imposition pour les revenus les plus élevés et, à l'inverse, diminuer les taxes des Polonais les moins fortunés. Le parti est très critique à l'égard de l'état des infrastructures du pays, notamment les écoles et les transports. « *Selon que vous vivez dans une grande ville ou dans un village, vous n'avez pas la même chance de trouver un travail, d'avoir accès à un médecin ou à une école, d'obtenir un salaire décent, de garantir la sécurité de vos proches et d'offrir un avenir ou une garantie de sécurité à votre famille* » répète Beata Szydlo

L'arrivée du PiS au pouvoir entraînerait un changement de politique de Varsovie au niveau européen. Le parti est membre du groupe des Conservateurs et Réformistes européens au Parlement européen où siège également le Parti conservateur britannique. « *L'Union européenne est notre maison et nous en avons besoin, mais nous devons faire ce que font certains autres : prendre soin de nos propres intérêts* » répète Jaroslaw Kaczynski. Ce dernier est « *opposé à toute adhésion à la monnaie unique dans un avenir prévisible* » et favorable à un référendum sur cette question. Beata Szydlo a d'ailleurs indiqué que la suppression du poste de responsable de l'entrée de la Pologne dans la zone euro serait l'une de ses premières décisions si elle est nommée à la tête du gouvernement. « *Oubliez cette mauvaise idée d'introduire la monnaie commune dans le pays si l'on ne veut pas que la Pologne devienne une deuxième Grèce* » souligne-t-elle.

VERS UNE DISPARITION DE LA GAUCHE AU PARLEMENT ?

La Pologne, pays où environ un quart de la population se déclare de gauche, possède pourtant la particularité de ne compter aucun parti de gauche dépassant

10% dans les intentions de vote. Cette tendance politique pourrait même tout simplement disparaître du Parlement à l'issue du scrutin du 25 octobre. Les revendications des partis de gauche sont finalement proches de celles du PiS, qui parvient, lui, à défendre la solidarité, le nationalisme et les valeurs chrétiennes et donc à incarner l'opposition au pouvoir en place.

Lors du précédent scrutin parlementaire, la gauche avait obtenu le résultat le plus faible de son histoire (8,24%). Aux élections locales de novembre 2014, elle est arrivée en 4^e position. Enfin, Magdalena Ogorek, candidate soutenue par l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), n'a recueilli que 2,4% lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle en mai dernier.

Le 18 juillet dernier, plusieurs partis de gauche ont décidé de s'unir dans la perspective du scrutin du 25 octobre : l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), dirigée par Leszek Miller ; Ton mouvement (TR, *Twoj Ruch*) de Janusz Palikot, ancien membre de la PO qui a échoué à capitaliser sur son succès des précédentes élections parlementaires du 9 octobre 2011 (il avait recueilli 10,2% des suffrages et était arrivé en 3^e position) ; le Parti socialiste de Boguslaw Gorski ; Les Verts et l'Union du travail (UP), dirigée par Waldemar Witkowski. Ces partis concourront ensemble sous la bannière de la Gauche unie (ZL, *Zjednoczona Lewica*). Le programme de la coalition, qui comprend 15 points principaux, est centré sur la justice sociale mais reste très vague. Il propose d'augmenter le salaire minimum à 2 500 zlotys (594 €) ainsi que les pensions de retraite, de diminuer l'impôt sur le revenu des moins favorisés et enfin de baisser l'âge de départ à la retraite, actuellement fixé à 67 ans.

La coalition pourrait cependant pâtir de la concurrence de partis de gauche qui ont refusé de les rejoindre : Razem (Ensemble), parti fondé par de jeunes intellectuels radicaux qui s'inspirent de Podemos en Espagne, ou Bialo-Czerwoni (Rouges et blancs), créé par Grzegorz Napieralski, ancien dirigeant du SLD (2008-2011) et Andrzej Rozenek, ancien porte-parole de Ton mouvement. Ce nouveau parti social-démocrate va tenter d'attirer les déçus de la PO.

En mai dernier, Ryszard Petru, économiste, associé de l'architecte de la transition des années 1990 vers le

capitalisme Leszek Balcerowicz, a fondé Modern PL dans l'espoir d'attirer les jeunes diplômés et entrepreneurs et les électeurs de la PO.

LE SYSTÈME POLITIQUE POLONAIS

Le Parlement polonais est bicaméral : la Diète (*Sejm*), chambre basse de 460 députés, et le Sénat (*Senat*), chambre haute de 100 membres. Les deux chambres peuvent se réunir en Assemblée nationale (*Zgromadzenie Narodowe*) à 3 occasions seulement : lors de la prestation de serment du président de la République, dans le cas d'une mise en accusation de celui-ci devant le tribunal de l'Etat ou lorsque le chef de l'Etat se retrouve dans l'incapacité d'exercer ses pouvoirs en raison de son état de santé.

Les élections ont lieu en Pologne tous les 4 ans à l'exception des listes représentant les minorités nationales, tout parti politique doit recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté à la Diète (8% pour une coalition).

Pour la Diète, la Pologne est divisée en 41 circonscriptions qui élisent chacune entre 7 et 20 députés au scrutin proportionnel selon le système d'Hondt. Les partis et les groupes comprenant au moins 15 citoyens sont autorisés à présenter des listes aux élections. Les listes doivent recueillir le soutien d'au moins 5 000 électeurs dans les circonscriptions où elles se présentent. La loi électorale oblige chaque liste à présenter au moins 35% de candidates.

Les sénateurs sont élus au suffrage universel direct au scrutin majoritaire à un tour. Chaque circonscription élit un sénateur. Les candidats doivent recueillir le soutien d'au moins 3 000 électeurs de leur circonscription.

L'âge minimal pour être élu député est de 21 ans et pour devenir sénateur de 30 ans.

Enfin, les candidats ne sont pas autorisés à concourir à la fois pour la Diète et pour le Sénat.

Les Polonais ont été appelés aux urnes le 6 septembre pour un triple référendum, lancé par l'ancien chef de l'Etat Bronislaw Komorowski le 10 mai dernier au soir du 1er tour de l'élection présidentielle, portant d'une part, sur la mise en place du scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des députés (au lieu de l'actuel scrutin proportionnel) et sur le maintien du

financement public des partis politiques et, d'autre part, sur l'établissement d'une présomption de bonne foi d'un contribuable poursuivi par l'administration fiscale.

La participation d'au moins la moitié des inscrits était obligatoire pour rendre la consultation populaire contraignante ; elle a été ridiculement faible puisque seulement 7,8% des Polonais se sont rendus aux urnes. De nombreux partis politiques, dont le PiS, avaient appelé plus ou moins clairement à ne pas voter. La PO avait fait une campagne – molle – pour le scrutin uninominal majoritaire et contre le financement de la vie publique par le budget de l'Etat.

Un seul référendum a réuni plus de 50% des inscrits – celui sur l'entrée du pays dans l'Union européenne du 7-8 juin 2003 – sur les quatre organisés en Pologne depuis le retour du pays à la démocratie.

7 partis politiques sont actuellement représentés au parlement:

- la Plateforme civique (PO), parti de la Première ministre Ewa Kopacz, créé en mars 2001, compte 197 députés et 61 sénateurs ;
- Droit et justice (PiS), parti d'opposition dirigé par Jaroslaw Kaczynski, fondé le 13 juin 2001, compte 134 députés et 32 sénateurs ;
- Ton mouvement (RP), parti libéral et anticlérical fondé en 2011 par Janusz Palikot, possède 40 sièges de députés (aucun sénateur) ;
- Bialo-Czerwoni (Rouges et blancs) a 4 députés,
- le Parti populaire (PSL), parti centriste et agrarien, membre de la coalition gouvernementale sortante. Plus ancien parti politique de Pologne (il a été fondé en 1895), il est également celui qui compte le plus grand nombre de membres (environ 120 000). Présidée par le vice-Premier ministre Janusz Piechocinski, il compte 38 députés et 2 sénateurs ;
- l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), parti social-démocrate créé en 1991 et dirigé par Leszek Miller, compte 35 députés (aucun sénateur).
- Zjednoczona Prawica - Polska Razem (droite réunie) conduit par Jaroslaw Gowin a 16 députés.

La minorité allemande possède 1 député.

4 sénateurs sont inscrits comme indépendants.

24 députés et 2 sénateurs ont non-inscrits

Rappel des résultats des élections parlementaires du 9 octobre 2011 en Pologne

Participation : 48,92%

Partis politiques	Diète			Sénat
	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges	Nombre de sièges
Plateforme civique (PO)	5 629 773	39,18	207	63
Droit et justice (PiS)	4 295 016	29,89	157	31
Mouvement Palikot (RP)	1 439 490	10,02	40	0
Parti populaire (PSL)	1 201 628	8,36	28	2
Alliance de la gauche démocratique (SLD)	1 184 303	8,24	27	0
La Pologne d'abord (PjN)	31 393	2,19	0	0
Congrès de la nouvelle droite (KNP)	151 837	1,06	0	0
Parti travailliste (PPP)	79 147	0,55	0	0
Droit de la République-Union de la politique réelle (P)	35 169	0,24	0	0
Minorité allemande	28 014	0,20	1	0
Notre maison Pologne (NDP)	9 733	0,05	0	0
Indépendants			0	4

Source : <http://wybory2011.pkw.gov.pl/wsw/pl/000000.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.